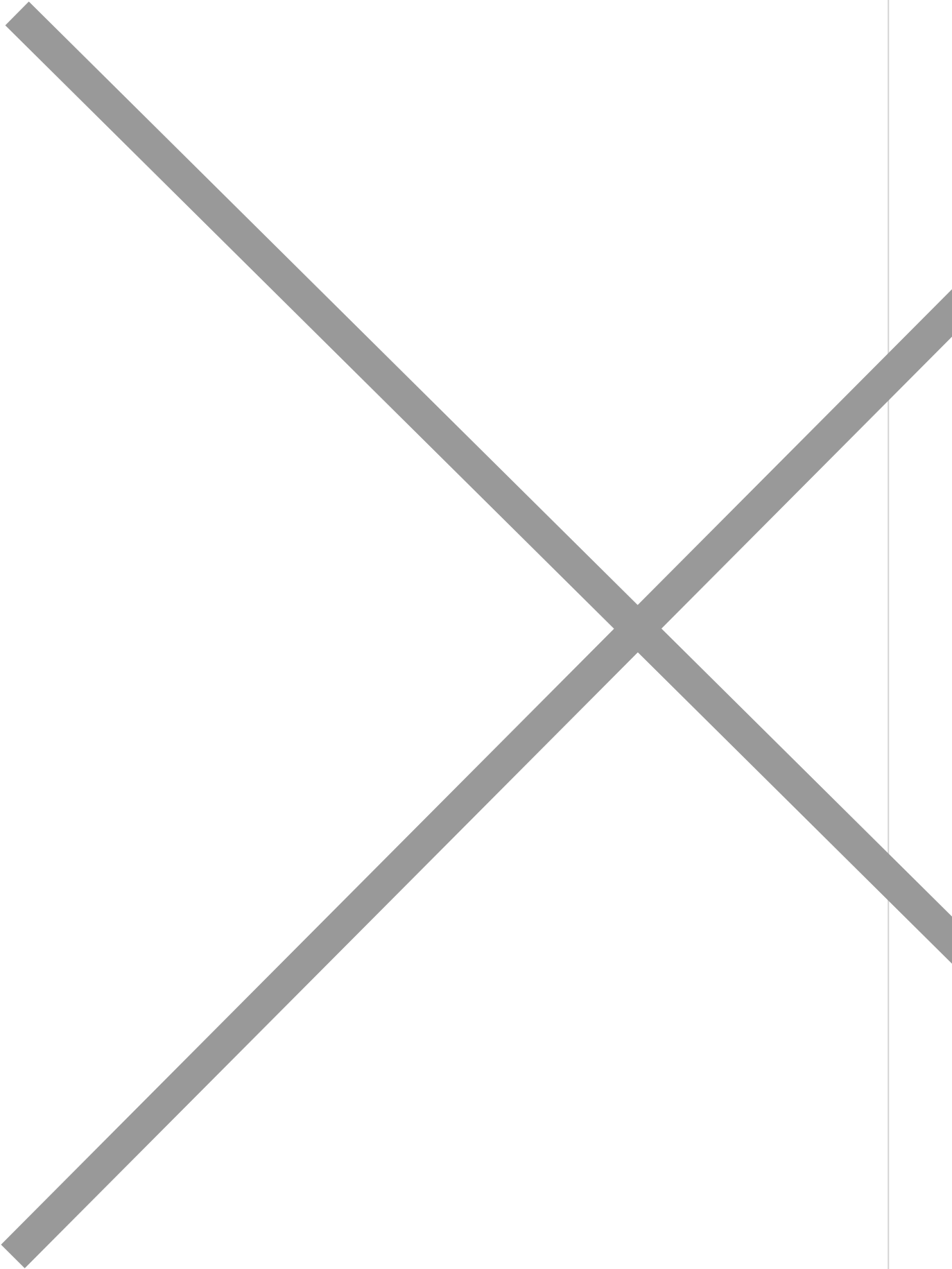


*L'esclavage n'était pas si  
abominable, suggèrent-ils en  
Floride*

---

Image not found or type unknown



---

Par Roberto Morejon

Les nouvelles normes éducatives de l'État américain de Floride sont une émeute de conservatisme, pour le plus grand plaisir du gouverneur Ron DeSantis.

Le ministère de l'éducation a introduit de nouvelles directives sur l'enseignement de l'esclavage dans les écoles publiques.

Les instituteurs et professeurs devront notamment rappeler que l'esclavage a permis aux victimes de "développer des compétences".

Les ajouts "inédits" aux normes d'enseignement renforcent une vision particulière de la ségrégation raciale et des Afro-Américains dans un pays où les abus fondés sur la couleur de peau sont toujours d'actualité.

Les procédures ajoutées prennent soin de souligner que les crimes raciaux ont été perpétrés contre des Noirs et par des Noirs.

Rappelons que les nouvelles normes du Ministère de l'éducation, dirigées par Manny Diaz, un ami proche de DeSantis, font suite à l'interdiction, dans les écoles, de suggérer que quiconque peut être privilégié ou opprimé en raison de sa race.

La directive interdit également d'enseigner aux élèves l'orientation sexuelle et l'identité de genre jusqu'au lycée.

Il ne s'agit pas de problèmes éducatifs isolés, car M. DeSantis s'est engagé à mettre fin à ce qu'il appelle l'endoctrinement "woke" ou trop astucieux.

Avec de tels outils, le gouverneur prévoit de battre son collègue républicain et conservateur Donald Trump dans la course à l'investiture présidentielle en 2024.

Les analystes ont souligné à juste titre que Ron DeSantis n'est pas un maillon détaché de l'aile la plus réactionnaire du Parti républicain, impliquée dans une sorte de guerre culturelle contre l'école, accentuée pendant le mandat de Donald Trump.

Non content de ce qui précède, l'autorité de l'État de Floride a fait adopter une législation stricte contre les immigrés clandestins, qui, s'ils sont transportés par une personne, cette dernière recevra une amende de 5 000 dollars ou cinq ans de prison.

L'inspirateur de cette disposition coercitive n'a pas sourcillé lorsque la communauté de Floride a craint que l'économie locale ne décline en raison du besoin d'immigrants sans papiers dans de nombreux secteurs.

La restriction des droits et des libertés par les lois qu'il a fait adopter n'empêche pas le gouverneur de dormir, car il estime nécessaire de présenter le soi-disant "Sunshine State" comme un exemple de bonne gouvernance pour le parti républicain.

---

<https://www.radiohc.cu/fr/especiales/comentarios/329348-lesclavage-netait-pas-si-abominable-suggerent-ils-en-floride>



**Radio Habana Cuba**